

# LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS l'Humanité

20 ANS APRÈS  
LE NON AU TCE

## Le coup d'État libéral

Rejetée dans les urnes en 2005, la Constitution européenne s'est imposée deux ans plus tard sous la forme du traité de Lisbonne ratifié par les parlementaires.

Cette trahison du verdict populaire a ouvert une grave crise démocratique. P. 2



CREDIT PHOTOAGENCE

## QUAND LA DÉCARBONATION CARBURE AUX OUVRIERS CHINOIS

Pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de sa cimenterie du Pas-de-Calais, la société Egiom sous-traite la construction d'un four bas carbone à une entreprise chinoise, qui exploite 250 salariés. Révélation. P. 10

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD



Il y a vingt ans, au soir du 29 mai 2005, place de la République, une immense joie soulève la France. Des citoyens viennent faire la fête, arborant les unes de l'Humanité. Au terme d'une campagne populaire inédite, 54,7 % des électeurs viennent de dire non au traité constitutionnel européen (TCE), que Jacques Chirac a soumis à un référendum. Un non pour contester le libéralisme que l'Union européenne voudrait pour seule boussole. Pendant dix mois, c'est la gauche qui a donné la tonalité de la campagne. La République française est le théâtre d'une gigantesque expérience d'éducation populaire. L'Humanité joue un rôle décisif dans ce débat démocratique en publiant le texte constitutionnel commenté. Il s'arrache sur les marchés, les lieux de travail, les lieux d'étude. Les kiosques écoulent ces éditions du TCE comme des petits pains. Le texte est stabilisé par les citoyens qui s'y plongent. Le PCF partage son temps d'antenne avec d'autres organisations de la gauche sociale et citoyenne. Des collectifs unitaires locaux se constituent avec Attac, des associations, des syndicalistes, des partis de gauche. Les citoyens débattent, le peuple est en ébullition. « On avait 60 millions de constitutionnalistes », se souvient David Cormand, eurodéputé écologiste partisan du oui.

De leur côté, l'extrême droite et la droite de Charles Pasqua et Philippe de Villiers font aussi campagne, mais sur des thèmes périphériques : l'adhésion de la Turquie et la supranationalité de l'UE. « L'essentiel du débat portait sur la question sociale, sur le substrat même des traités européens que reprenait le traité constitutionnel européen », tient à rappeler Francis Wurtz, président à l'époque de la Gauche unitaire européenne (GUE) au Parlement européen. Finalement, 54,5 % des électeurs du non sont issus de la gauche, 36,5 % de la droite, selon Ipsos. « Pour la première fois, la majorité d'une société de l'un des grands États fondateurs de l'UE s'exprimait en faveur d'une refondation de la construction européenne », se souvient-il. « Pour la France, cela demeure l'expérience la plus accomplie de démocratie citoyenne appliquée à l'Europe. Cet épisode a révélé l'aptitude souvent ignorée des citoyens à faire de la politique dans le sens le plus noble du terme », insiste-t-il.

#### L'EFFET BOULES DE NEIGE

La gauche du non déroule alors ses arguments antilibéraux. Elle brocarde l'interdiction faite aux États membres d'avoir un déficit supérieur à 3 % du PIB et dénonce la libre concurrence qui détricote les services publics. Sur France 3, la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, appelle à voter non. Le premier secrétaire du PS et leader du « oui de gauche », François Hollande, est accueilli à Guéret, dans la Creuse, par des manifestants avec des boules de neige. Le dumping social et fiscal s'invite dans le débat : un an auparavant, huit pays de l'Est ont intégré l'UE et, en pleine campagne, une PME alsacienne propose à 38 de ses salariés un reclassement en Roumanie pour 110 euros mensuels. La Commission européenne croit bon de lancer au même moment la directive Bolkestein, autorisant, par exemple, une entreprise lettone à faire travailler à rémunération lettone ses salariés en France. En mars, 100 000 personnes manifestent à Bruxelles et obtiennent une révision du texte.

Jamais les citoyens n'avaient montré un tel intérêt pour la question européenne : 59 % des électeurs du oui se sont déterminés sur la base d'enjeux européens, 36 % sur des enjeux nationaux, selon le sondage sorti des urnes de CSA. Chez les électeurs du non, la situation est toutefois plus nuancée : 55 % justifient leur vote par la « situation sociale de la France », 23 % par le contenu du texte et 17 % seulement par les « orientations libérales ou sociales de la politique européenne ». Car le non reflète un malaise social, toujours sensible aujourd'hui.

Cette campagne est un désaveu pour la direction du PS, partisane du oui. Le député européen écologiste David Cormand souligne que le référendum n'est organisé que

# Vingt ans après le non au TCE, les démocraties K.-0.

**ANNIVERSAIRE** Le 29 mai 2005, le peuple français disait non au traité constitutionnel européen. Mais la droite et les sociaux-libéraux se sont vite entendus pour enterrer ce vote et imposer une Europe libérale qui a favorisé une montée de l'extrême droite et de l'abstention.

trois ans après la déroute de la gauche à l'élection présidentielle de 2002 : « Les propos de Lionel Jospin en campagne sont encore dans les esprits : "l'État ne peut pas tout", "mon programme ne sera pas socialiste". » Le 29 mai 2005 installe une ligne de démarcation entre « des gauches irréconciliables », estime l'eurodéputé. D'ailleurs, le non n'entraîne pas de changement de ligne au PS. Au congrès du Mans fin 2005, Laurent Fabius, partisan du non, échoue à battre François Hollande, qui continuera à tenir les rênes du parti.

Les collectifs antilibéraux, eux, cherchent à offrir un débouché au non de gauche lors de l'élection présidentielle de 2007. Mais l'aspiration unitaire échoue. Trois candidatures antilibérales s'affrontent : Olivier Besancenot, Marie-George Buffet et José Bové. Avec 25,9 % des voix, la candidate issue du oui de gauche, Ségolène Royal, rafle la mise, même chez les électeurs du non de gauche. « Le non a montré qu'il y avait un problème entre la majorité des Français et la construction européenne en l'état. Mais l'analyse n'a pas forcément été faite parce qu'il y a eu la présidentielle de 2007. Cela est valable qu'on se soit prononcé pour le oui ou pour le non », analyse Arthur Delaporte, député PS. « Les sujets fondamentaux de la présidentielle sont français, même s'il y a un impact européen : l'éducation, le logement, la fiscalité, la protection sociale, l'ordre public. Ségolène Royal a peu parlé d'Europe », observe Yves Bertoncini, ancien directeur de l'Institut Jacques-Delors.

La gauche fait de plus une lecture étroite du scrutin en faisant du seul antilibéralisme sa clé explicative. Dans *Ma France* (le Cherche midi, 2021), le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, estime que le vote pour le non n'était pas « forcément un vote antilibéral, mais plutôt un vote réflexe pour défendre la nation. (...) Ils avaient voté non pour "se défendre", pour "se protéger", pour empêcher "que leur usine ferme" ». Selon lui, le PCF « n'a pas su porter cette exigence de respect de la souveraineté, de la nation », en plus de

la dimension antilibérale. En vingt ans, le paysage politique de la gauche s'est redessiné. Qu'ils aient défendu le oui ou le non, les Verts sont fédéralistes et n'ont eu aucun mal à panser les plaies : Daniel Cohn-Bendit et José Bové ont battu la même estrade lors des européennes de 2009.

Chantre du non de gauche, Jean-Luc Mélenchon quitte le PS en novembre 2008. Aujourd'hui en tête de la gauche à l'élection présidentielle, La France insoumise récupère

**« Cet épisode a révélé l'aptitude souvent ignorée des citoyens à faire de la politique dans le sens le plus noble du terme. »**

FRANCIS WURTZ,  
ANCIEN EURODÉPUTÉ (GUE)



Des partisans du non issus des différents courants de gauche : Jean-Luc Mélenchon, José Bové, Marie-George Buffet, Francine Bavay et Olivier Besancenot.  
FRANCINE BAJANDE

## RÉCIT

une grande partie du camp du non de gauche, électorat qu'il partage avec les communistes. « Le 29 mai a été un moment fondateur de notre famille politique. Il a montré la possibilité d'une victoire sur la base d'une alternative au néolibéralisme », souligne le parlementaire LFI Pierre-Yves Cadalen, pour qui, si cela ne s'est pas traduit dès 2007, c'est « du fait de l'éclatement de la gauche » antilibérale, mais aussi parce que « la politique n'est pas du temps court ».

### LE RÉSULTAT DU VOTE A ÉTÉ HONTEUSEMENT BAFOUÉ

Car les effets du non s'inscrivent dans le temps long. D'autant plus que le résultat du vote a été honteusement bafoué. Fin 2007, Nicolas Sarkozy fait ratifier le traité de Lisbonne, qui reprend l'essentiel du TCE, par le Parlement réuni en Congrès, avec le soutien des socialistes. Pour le chercheur Yves Bertoncini, la gauche a fait une erreur en estimant « que le non allait conduire à abroger les traités antérieurs ou qu'il n'y aurait pas d'autres traités à l'avenir ». La trahison du vote des Français par Nicolas Sarkozy a alimenté une « frustration qui s'est avérée un carburant très efficace pour le populisme d'extrême droite », déplore Francis Wurtz. Cette attitude « a renforcé l'idée selon laquelle on n'a pas tenu compte du résultat », regrette Arthur Delaporte. Pis, « on n'a pas construit l'Europe dont on aurait besoin aujourd'hui ». Fédéraliste, l'écologiste David Cormand note qu'il en « reste une trace dans la mémoire des Français : "On ne vous fait pas confiance." »

Les Grecs ont fait une expérience similaire. En 2015, ils ont dit non par référendum à un nouveau memorandum d'austérité. Verdict aussitôt enterré par l'UE et le FMI. « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens », avait alors lâché Jean-Claude Juncker, président de la Commission. En 2025, les traités européens restent un problème démocratique, la source d'une profonde crise sociale et un défi pour la gauche. ■

GAËL DE SANTIS



## ÉDITORIAL PAR STÉPHANE SAHUC

### Coup de force

**On dit souvent qu'à l'occasion d'un référendum** le peuple ne répond pas à la question posée mais à celui qui la pose. La consultation populaire sur le TCE le 29 mai 2005 en est l'exemple exact. La ratification de cette Constitution européenne ne devait être qu'une formalité. À gauche comme à droite, les partis dominants étaient favorables au texte concocté par Valéry Giscard d'Estaing. Les éditorialistes des grands médias faisaient eux aussi la promotion du oui. Mais quelque chose d'imprévu a fait dérailler le plébiscite annoncé : le mouvement du non de gauche. Un mouvement construit sur une démarche : faire connaître le texte intégral de cette fameuse Constitution.

**En s'appuyant sur les réseaux militants, en particulier ceux du PCF,** mais pas seulement, des milliers de débats, de rencontres, de meetings se sont organisés sur

tout le territoire. *L'Humanité* y a pris part en publiant un numéro spécial analysant chaque article du TCE. Et, petit à petit, l'opinion a basculé. Le TCE visait à « graver dans le marbre » les principes néolibéraux de l'Union européenne. Certes il existait un non de droite, réactionnaire et nationaliste. Mais c'est la dynamique du non de gauche qui a changé la donne. Elle a ouvert la perspective d'une autre Europe, démocratique et sociale.

**Ce mouvement n'a pas réussi, hélas, à trouver un débouché politique** dans le calendrier dominé par la présidentielle de 2007. Mais l'en- vie, l'espoir d'autre chose étaient bien là. Les tenants du oui se sont

employés à les détruire. Avec une méthode : faire comprendre au peuple, une bonne fois pour toutes, que son avis, son vote ne comptaient pas. Ce fut l'objectif idéologique fondamental de l'adoption du traité de Lisbonne. Le même scénario s'est d'ailleurs répété dans d'autres pays : aux Pays-Bas, en Irlande. En niant le vote populaire et en réduisant le non à sa composante réactionnaire, Sarkozy et consorts ont certes réussi à casser l'espoir, mais ils ont surtout creusé un peu plus le fossé entre les citoyens et la politique. Encourageant ainsi la dérive fascisante qui menace aujourd'hui l'ensemble des pays de l'Union européenne. ■

**C'est la dynamique du non de gauche qui a changé la donne. Elle a ouvert la perspective d'une autre Europe.**

# La fièvre propagandiste des médias du oui

Analyses à l'emporte-pièce, sondages au doigt mouillé, mépris pour le peuple : en 2005, la presse a failli à son rôle pendant la campagne référendaire.



Les unes des journaux au lendemain du vote, le 30 mai. MICHEL SPINGLER/AP PHOTO

**L**e traitement médiatique qui a accompagné la campagne du traité constitutionnel européen (TCE) est sans doute de ces moments clés qui ont brisé la confiance entre les Français et leurs médias. Il y en a eu d'autres depuis (le mouvement des gilets jaunes, les différentes réformes des retraites), mais jamais aucun n'avait vu une telle mobilisation de soutien au libéralisme.

L'émission *Arrêt sur images* avait à l'époque procédé à un comptage des intervenants à la télévision témoignant

d'un déséquilibre flagrant. Au mois de février 2005, partis politiques, syndicats et associations le dénonçaient dans une tribune : « *Les émissions de radio et de télévision, (...) la presse écrite privilégient de manière scandaleuse les représentants des courants de pensée favorables au oui.* » Et de demander au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), l'ancêtre de l'Arcom, de « *faire appliquer des règles d'équité* », qui

ne l'ont jamais été. Dix ans après, l'association de critique des médias Acrimed en avait tiré un bilan édifiant.

Jugeons sur pièce : entre septembre 2004 et février 2005, France Inter, dans son émission *Question directe*, a invité 34 personnalités favorables au oui, contre 6 tenants du non. Même constat pour *Res Publica*, toujours sur France Inter : 24 pour le oui, 7 pour le non. Dans son

étude de novembre 2006 pour la revue *Études et recherches* de l'institut Jacques-Delors nommée « *L'impact des médias sur la campagne référendaire française de 2005* », le chercheur Jacques Gertslé a analysé 362 émissions de TF1 et de France 2, de la fin novembre 2004 au 28 mai 2005. Résultat sans appel : au total, quatorze heures et vingt et une minutes d'expression pour le oui, deux heures et trente et une minutes pour le non.

## LE « NON SIMPLISTE » CONTRE LE « OUI DE LA RÉFLEXION »

La presse écrite n'était pas en reste. Du 17 au 23 février 2005, *le Figaro* n'a mentionné qu'une fois le non, en citant Charles Pasqua. Dans la même période, sur 23 articles, *les Échos* ont privilégié 18 fois le oui – tout en reléguant la défense du non à la droite et à l'extrême droite. À ce déséquilibre quantitatif il faut ajouter le ton condescendant. Écoutons le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani, sur France Culture, le 26 mars : « *On voit bien que les arguments du non sont des arguments simples – non à ci ! non à ça ! – et que les arguments du oui font plus appel à la réflexion.* » Mais alors quel besoin avait le « *quotidien de référence* » de relayer, le 25 mai, un « *appel* » bidonné de syndicats européens pour le oui, fondé sur quelques vagues déclarations ?

Le rejet viscéral de l'antilibéralisme n'était pas uniquement l'affaire des salons parisiens. Le 10 février, l'éditorialiste des *Dernières Nouvelles d'Alsace* s'inquiétait du « *vent facile qui réunit tous les souffles négatifs dont la France est capable* ». *Midi libre*, le 3 avril, comparait les défenseurs du non à des « *enfants* » cherchant la protection de « *manan Europe* ».

Même la victoire du non n'a pas calmé ces jusqu'au-boutistes : le 1<sup>er</sup> juin, Serge July signait, dans *Libération*, un éditorial intitulé « *Chef-d'œuvre masochiste* », pour fustiger les « *mensonges éhontés* » ayant conduit selon lui à un « *désastre général et une épidémie de populisme* ». Et mauvais perdants avec ça... ■

GRÉGORY MARIN

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX mercredi 28 mai**

**DANS CE NUMÉRO**

**À LA UNE** Pas d'État, pas de paix ! Face aux atrocités perpétrées par Israël à Gaza, Emmanuel Macron pourrait, le 17 juin devant l'ONU, ajouter la France à la liste des pays reconnaissant l'État palestinien. Au-delà du symbole, une revendication indispensable pour espérer relancer un processus de paix.

**L'histoire de la semaine** Dessinateur engagé et impertinent, « Marix » a vécu deux guerres mondiales avant de mourir

**l'Humanité**  
magazine

en déportation. Ses descendants ont redécouvert son œuvre et se battent pour la faire vivre.

**La rencontre** L'universitaire Antoine Idier dépeint un parcours des minorités LGBTQI+ fait de répression et de luttes politiques tardivement soutenues par les formations de gauche.

**Le reportage** En Amazonie, dans l'État brésilien de l'Amapa, de nombreux

ouvriers du bois restent sous l'emprise de groupes criminels, au service de l'exploitation illégale de ce bien précieux.

**Il était une fois** Le 29 mai 2005, consultés par référendum, les Français rejettent le Traité constitutionnel européen. Le non l'emporte à la stupeur des forces politiques dominantes, avec la suite antidémocratique que l'on sait.

**Et tous nos rendez-vous...**

**C**e jour-là, Jean-Claude Juncker a enfilé le costume du croque-mort. Tout en froid, sans être solennel, il s'apprête à enterrer la démocratie. En janvier 2015, au lendemain de la victoire de Syriza en Grèce, alors président de la Commission européenne, il referme le cercueil : « *Il n'existe pas de choix démocratiques en dehors des traités européens.* » Traduction : les Grecs peuvent bien voter pour qui ils veulent, l'austérité s'appliquera.

Il aura fallu toute la panique liée à la crise financière en 2008 ou à la pandémie mondiale en 2020 pour que le dogme soit mis pour un temps en veilleuse. « *Cela montre bien que, si la pression est là, tout peut aller très vite. L'idée que l'Europe, c'est lent, est fautive. L'Europe peut être très rapide quand il s'agit de sauver les banques. Pareil au moment du Covid : toutes les règles de l'Union européenne ont été mises à la poule à une vitesse inimaginable* », confiait en 2024, à *l'Humanité*, l'eurodéputé Marc Botenga (Parti du travail de Belgique). Une manière de démystifier les règles que l'on dit gravées dans le marbre. Pour l'élu, celles-ci peuvent rapidement être bousculées si la politique le décide. Une manière d'inviter à la lutte aussi, car, depuis, l'offensive de classe pour rationner les dépenses sociales a repris. « *L'Europe s'engage dans la voie du sous-développement, du déclassement alors que les États-Unis comme la Chine ont fait en sorte que l'État investisse dans des secteurs clés de l'économie* », observe Charlotte Balavoine, responsable Europe du PCF.

Le pacte de stabilité s'applique de nouveau. En cas de non-conformité de son budget, l'État membre pris la main dans le pot de la dette doit soumettre à la Commission des réformes structurelles, c'est-à-dire de privatisations et donc de liquidation du patrimoine acquis avec l'argent des contribuables et des outils qui rendent l'eau, l'énergie, les transports ou la santé accessibles à tous. Tout ce qui permet en somme d'atteindre l'égalité et donc de faire société. « *L'objectif, c'est de reprendre la main sur notre production avec de nouveaux droits pour les salariés* », insiste

Charlotte Balavoine, qui plaide en faveur d'une abrogation du marché de l'énergie pour répondre aux objectifs de service public et défend la nationalisation d'Alstom et d'ArcelorMittal dans une perspective de souveraineté industrielle.

#### **UN FONDS PUBLIC CONTRE LES DÉRIVES FÉDÉRALISTES ET NATIONALISTES**

La crise démocratique européenne, caractérisée par l'ascension des extrêmes droites, invite à une réorientation forte alors que ni la fuite en avant fédéraliste ni l'actuelle utilisation de l'argent ne font consensus. Reste

que la proposition du rapport Draghi, publié en septembre 2024, de soutenir l'innovation par l'argent public et donc d'assouplir les règles budgétaires devrait rester lettre morte. Sans surprise, les recommandations de l'ancien président de la Banque centrale sur la dérégulation semblent intéresser davantage la Commission et les chefs d'État et de gouvernement.

Toutefois, il ne s'agit pas de poser un caillou sur une jambe de bois, mais bien de contester la domination du marché et la concurrence aveugle. Il n'est pas non plus nécessaire d'attendre une révision des traités pour créer un fonds de développement économique, social, écologique, solidaire européen dont le capital serait détenu par les États membres, tel que le propose le PCF. « *Face aux défis qui sont devant nous, en termes d'emploi, d'énergie, de développement social et économique, l'Union européenne répond soit par un repli nationaliste aujourd'hui porté par une frange importante de la bourgeoisie, soit par une fuite en avant fédéraliste, en mettant plus à distance les centres de décision de ceux qu'ils impactent pour que finalement les peuples n'aient plus du tout leur mot à dire* », relève encore Charlotte Balavoine. Le droit d'initiative des élus locaux, régionaux ou nationaux et des associations permettrait ainsi de regagner en souveraineté populaire. « *L'organisation des pouvoirs au sein d'un tel fonds doit être l'occasion de rompre avec l'inspiration fédéraliste qui contribue à éloigner les citoyens des centres de décision et à placer les institutions européennes au service des marchés financiers* », note l'économiste Denis Durand, membre du conseil national du PCF. Dans ce contexte, l'union des peuples et des nations libres, souverains et associés, défendue par les communistes, ouvre une voie pour une reconstruction européenne rompant avec la logique de guerre commerciale et de prédation qui sert également de soubassement à Bruxelles dans ses rapports de domination aux pays périphériques ou du Sud. ■

# Comment se libérer du carcan libéral européen ?

L'UE s'engluie dans l'austérité. Ceux qui, il y a vingt ans, plaidaient à gauche pour une autre Europe proposent aujourd'hui une union des peuples souverains et solidaires.



Manifestation contre les politiques d'austérité, à l'appel de syndicats européens, à Bruxelles, le 12 décembre 2023. NICOLAS LANDEMAR/LE PICTORIUM

LINA SANKARI